



FORUM

Les cours d'eau franciliens : Regards croisés sur les qualités et les usages actuels et futurs

29 et 30 mai 2018 à l'Auditorium Marie Curie du CNRS (Paris)

- RÉSUMÉ DES TABLES RONDES -

Événement soutenu par



30 mai

- Regards sur le(s) futur(s) des cours d'eau franciliens -

14h00-15h00 TABLE RONDE « Attentes, réalités et défis : Les questions qu'on doit se poser »

Regard des usagers sur les attentes pour demain

Michel Riottot – FNE Île-de-France

La Beuvronne est une rivière de 55 kilomètres qui se trouve dans le Nord de Seine et Marne et qui va se jeter dans la Marne en amont d'une station qui produit de l'eau potable. La photo projetée montre un liquide blanc sortant du tuyau qui vient de la station d'épuration de la plateforme de l'aérodrome de Roissy. Ensuite, une seconde image montre une grande rivière de Seine et Marne où l'on voit un embâcle, une accumulation naturelle de matériaux apportés par l'eau. La troisième photo montrée illustre un travail de 20 ans produit par un collectif qui s'appelle « l'union pour la renaissance de la Bièvre ». Ce collectif a énormément travaillé avec les élus locaux et a réussi à les persuader de remettre à l'air cette petite rivière de Bièvre. La Bièvre, grâce également au SIAVB, a ainsi pu être remise à l'air et les habitants en sont extrêmement contents. Les pollutions de nos petites rivières franciliennes résultent trop souvent de dérogations aux lois sur l'eau accordées par les préfetures pour des activités économiques. Ce système dérogatoire devrait cesser et il faudrait chiffrer les coûts environnementaux et les risques de ces pollutions locales pour la santé comme cela a été fait par le Sénat en 2015 pour l'air. Les coûts pour la santé et l'environnement ont été évalués à 67-100 milliards d'euros par an, soit l'équivalent du chiffre d'affaires de l'agriculture ou de l'automobile en France.

Bernard Breton – Association régionale des fédérations de pêche d'Île-de-France

La lutte contre la pollution a été le grand combat des pêcheurs pendant des années. Les grosses rivières ont été aménagées pour la navigation, très intense aujourd'hui, et qui répond à une forte demande économique et touristique. Les pêcheurs comprennent la nécessité économique de ces travaux mais en profitent pour demander l'aménagement en frayère d'un ruisseau par exemple. Ce sont des petits travaux qui permettent toutefois une reproduction des poissons et un fonctionnement plus naturel de la rivière. Concernant les petites rivières, les pêcheurs essaient de leur redonner un peu d'allure naturelle et de vie. A l'échelle régionale, les fédérations ont également un ou deux employés qui accueillent enfants et adultes pour leur faire découvrir la nature. Ces rivières étant à proximité de Paris, parfois à seulement une trentaine de kilomètres, il pourrait être intéressant de développer un tourisme de proximité, de la semaine ou du weekend. Ils prendraient des poissons, déjeuneraient le midi au resto du coin. Ils passeraient une bonne journée et injecteraient une centaine d'euros dans le commerce.

Regard des acteurs opérationnels : enjeux et perspectives

Christophe Dalloz – Ville de Paris

La Ville de Paris mène des actions fortes en faveur de l'ouverture vers le fleuve. En effet, tout d'abord, la thématique « Innovation et fleuve » constitue un des fils rouges des appels à projet parisiens, et tout particulièrement du projet « Réinventer la Seine » qui part du Havre pour aboutir à Paris et concerne tout le bassin de la Seine. Il y a également le souhait partagé de retrouver des baignades en eaux libres en héritage, ce qui nécessite d'arrêter en temps de pluie le déversement des eaux usées et pluviales dans le fleuve. Enfin, il y a le plan ParisPluie voté en mars dernier qui représente un véritable changement de mentalités, avec l'idée et l'objectif à long terme qu'il faut utiliser l'eau de pluie comme une ressource et ne plus la considérer comme un déchet. S'agissant des enjeux et des défis, la commande politique est aujourd'hui très importante, et elle se trouve, dans le cas de la baignade, sur un territoire très étendu, ce qui signifie que tous les acteurs autour de la table doivent travailler ensemble, et cela nécessite de véritables changements de pratiques. Notre travail est de parvenir à faire converger tous ces objectifs.

Eric Chalaux - SyAGE

Il a été évoqué ce matin par l'animatrice du Contrat « Yerres aval/Réveillon » qu'il y a un certain nombre de paramètres de qualité qui s'améliorent. Il faut renforcer cette progression obtenue principalement par les actions en domaine public en assainissement, par des mises en conformité des installations privées. Il faut arriver dans les années futures à continuer à travailler, à travers l'animation des différents contrats, sur l'amélioration des intrants, les nouvelles pratiques agricoles, et les actions compensatrices sur les bandes enherbées : un certain nombre d'actions qui permettent d'atténuer l'impact de l'épandage de ces produits fertilisants ou phytosanitaires sur les cours d'eau. Il y a eu aussi beaucoup d'améliorations faites sur la qualité de la rivière qui sont liées à l'entretien simple et quotidien qu'il faut maintenir. Il est également important de noter que l'Yerres réagit très fortement ou moins aux précipitations en fonction des connexions que cette rivière a avec la nappe de calcaire : les nappes très hautes ont un effet sur les inondations très fort. Pour essayer de ralentir la concentration des eaux, des actions sur la préservation et la restauration des zones humides et celles sur la morphologie des cours d'eau sont très importantes. Ce travail doit être fait avec l'ensemble des acteurs.

Jean-Pierre Tabuchi – SIAAP

Globalement les enjeux de demain tels qu'ils sont perçus au SIAAP sont autour du maintien de la Marne et de la Seine en bon état dans les années futures, en se plaçant dans la perspective du changement climatique. Pour aller dans cette direction, il y a maintenant le besoin de travailler ensemble. Tous les chantiers qui doivent nous conduire vers cette qualité de la ressource ne peuvent être réussis que si nous coordonnons nos efforts tous ensemble. C'est d'ailleurs dans le cadre de la préparation du futur du SIAAP qu'a été développé le plan stratégique SIAAP 2030. Parmi les enjeux de ce plan, il y a une thématique concernant le développement des synergies territoriales. A ce stade, pour pouvoir se projeter dans le futur et par rapport à nos objectifs communs, il faut développer le travailler ensemble. Cela concerne la gestion des eaux pluviales à la parcelle, la gestion des micropolluants, la police des réseaux, la conformité des branchements... Des travaux de longue haleine nécessitant de la ténacité et des soutiens.

Julie Dufourd – SIBSO

L'un des principaux enjeux du territoire du SIBSO est l'atteinte du bon état écologique. Si globalement au niveau physico-chimique la qualité de la masse d'eau est bonne, ce n'est pas le cas pour l'état biologique. Il est difficile de convaincre les propriétaires d'ouvrage et les riverains de la nécessité de la restauration de la continuité écologique. De plus, il nous faut encore répondre aux exigences des services de l'état. A cela s'est ajouté à la suite des crues de juin 2016 une plus grande méfiance quant aux conséquences hydrauliques de chaque projet. En tant qu'opérateur de cours d'eau, le SIBSO vit la restauration de la continuité écologique comme une croisade, avec le sentiment d'être parfois insuffisamment soutenu et armé. Pour accélérer les choses, le syndicat souhaiterait un dispositif législatif plus incitatif et des procédures administratives allégées. Il a également besoin que les messages soient portés au-delà de son territoire et de l'animation qu'il peut réaliser sur son territoire afin de sensibiliser la population à cette politique de gestion du cours d'eau qui remet souvent en cause les intérêts particuliers au profit de l'intérêt général.

Véronique Heim – SEDIF

Il y a actuellement des défis à relever en termes d'aménagement urbain et d'enjeux par rapport à la reconquête du fleuve dans la ville. Le SEDIF considère que le projet des Jeux olympiques et la baignade en Seine constituent une excellente opportunité. Il y a eu une prise de conscience de l'importance de la microbiologie pour la production d'eau potable, ce qui est très positif. Il faut aussi prévenir les pollutions à la source et avoir des actions locales pour mesurer un effet global. La priorité à l'eau potable, qui est une ressource vitale, doit aussi être reconnue. Concernant la qualité du milieu, malgré une amélioration apparente des milieux, on trouve toujours des micropolluants nouveaux et qui viennent se substituer aux autres, ce qui nécessite de continuer de travailler sur des techniques de traitement de potabilisation qui vont permettre d'abattre ces micropolluants. Le SEDIF a plusieurs ambitions : tendre vers le zéro risque pour le consommateur d'eau potable, placer ce dernier comme un acteur au centre du service, mais aussi préserver la ressource en allant vers des consommations d'eau maîtrisées. Ainsi le SEDIF mène actuellement des études pour voir quels sont les meilleurs procédés pour permettre d'aller vers une eau pure au robinet du consommateur, sans micropolluants.

Regard de chercheurs sur les attentes des acteurs de terrain

Nicolas Flipo – PIREN-Seine/ZA Seine

Le PIREN-Seine s'est intéressé à développer des méthodes et outils qui permettent de définir une action. Son rôle est de garantir dans le temps long et dans la durée la pertinence de cette interaction avec les acteurs du territoire. Le caractère pertinent se traduit ici par la construction d'un socio-système viable qui tienne compte des évolutions d'un écosystème durable. En allant sur le terrain pour discuter avec les usagers de cette notion, nous aurions les moyens de les convaincre de passer à l'action et éventuellement d'accepter une transition et un changement de pratique. Pour favoriser ce changement de pratique, nous avons mené une expérience qui permet de faire en sorte que les différents acteurs d'un territoire génèrent du consensus sur les actions environnementales à mener. Il est aujourd'hui important de rendre ces outils accessibles à un plus grand nombre, de réussir à créer et maintenir du lien social et à faire en sorte qu'il y ait une appropriation collective des connaissances et des moyens mis en œuvre pour sauvegarder le milieu.

Gabrielle Bouleau - Irstea

Les échanges de cette journée font apparaître un paradoxe. Les gestionnaires aimeraient que les individus soient plus responsabilisés, mais par crainte du contentieux, beaucoup d'actions entreprises ont un effet déresponsabilisant. La crainte du contentieux est analysée par la science politique comme un symptôme de la nouvelle gestion publique des risques. Cette nouvelle manière de gérer les risques attribue aux autorités publiques un nouveau rôle. Il ne s'agit plus de protéger les populations contre les risques, mais de protéger les autorités du risque contentieux. On voit cela apparaître dans de nombreux domaines différents, pas uniquement celui de l'eau. Il n'y a alors plus de maîtres d'ouvrage audacieux, d'acteurs qui veulent construire du consensus pour agir, mais plutôt des organisations qui cherchent à identifier les capacités des opposants à faire procès pour bâtir une stratégie qui soit résiliente aux accusations, quitte à ce qu'elle ne soit plus tellement au service de l'intérêt général. Il me semble que cela doit être un point de vigilance dans la construction des stratégies collectives.

Johnny Gasperi – OPUR/ZA Seine

Il est important dans les années à venir d'avoir une vision intégrée de la gestion des eaux urbaines. C'est pourquoi OPUR souhaiterait apporter un éclairage sur cette gestion intégrée avec des enjeux spécifiques aux eaux résiduaires urbaines, aux techniques de traitement centralisés ou décentralisés, sur la gestion du réseau, sur la gestion dynamique des flux... Il y a aussi des enjeux particuliers sur les eaux pluviales : l'infiltration a beaucoup été évoquée, les techniques alternatives également. Néanmoins il est important de savoir comment mieux placer ces techniques alternatives sur les bassins versants, où les placer et comment les gérer au mieux dans les aménagements. Aujourd'hui, OPUR peut aider à développer des outils servant à modéliser ce genre de choses. Il y a donc des enjeux à la fois sur les eaux résiduaires urbaines et sur les eaux pluviales, en termes de quantité, mais aussi de qualité. Concernant les micropolluants, OPUR continue d'investiguer un large panel de micropolluants dans les eaux urbaines et souhaiterait avoir à terme des méthodes de screening qui sont des méthodes non ciblées permettant de ne faire aucun à priori sur les micropolluants recherchés et qui sont capables par la suite de faire des recherches à posteriori.

Marie-Anne Germaine - Université Paris Nanterre

Il est crucial aujourd'hui de mieux échanger et mieux informer sur les objectifs de gestion et de restauration portés par l'ensemble des politiques qui sont mises en place autour des petites rivières. Ces opérations de restauration écologique peuvent constituer une opportunité pour dialoguer sur ce qu'on attend des rivières. Or, on observe que ces objectifs ne sont pas forcément compréhensibles rapidement par l'ensemble des riverains et habitants comme on le voit autour de la pêche avec la transformation des communautés piscicoles suite aux projets de restauration qui évidemment nécessite la mise en place d'un dialogue avec les pêcheurs qui voient leur terrain de jeu bouleversé. Cela interroge sur comment accompagner mieux et comment se donner plus le temps afin d'avoir des ambitions à plus long terme avec l'idée de ne pas simplement chercher à convaincre pour réussir à atteindre un certain nombre d'objectifs qui sont soumis à des échéances assez courtes, mais se donner les moyens d'être plus ambitieux et faire en sorte que les habitants se sentent concernés et impliqués à plus long terme.

15h30-16h30 TABLE RONDE D'ÉLUS « Jusqu'où veut-on aller et avec quels moyens ? »

Alain Chambard – Président du SyAGE

La compétence assainissement (Eau-Usées, Eaux-Pluviales) collecte et transport, les rivières, les milieux, et le pilotage du SAGE nous permettent d'avoir la maîtrise d'une gestion intégrée. De même, lors d'inondations dues à la rivière ou aux ruissellements, avec débordements des eaux pluviales dans les réseaux d'eaux usées, cette unité de commande favorise une meilleure gestion des difficultés rencontrées. La gestion cohérente sur l'unité du bassin versant impose une mutualisation des moyens, des acteurs, une volonté de solidarité et d'équilibre quant à l'approche des différents territoires existants. Concertations, visites de terrain, retour d'expérience, prise en compte de chaque spécificité des lieux, développement des méthodes transversales de travail pour une meilleure participation, tels doivent être alors les axes prioritaires de gestion pour une meilleure richesse du travail accompli par tous les acteurs.

Belaïde Bedreddine – Président du SIAAP

Il me semble que la question de la biodiversité est très importante. Il est nécessaire de retravailler nos cours d'eau pour qu'ils ré-accueillent de la vie, qu'ils soient des cours d'eau vivants ! Cependant en France, il y a une vision très hygiénique de l'eau. Avant, l'eau était cachée dans la ville car elle apportait les microbes, le choléra... Aujourd'hui, il est essentiel qu'elle réapparaisse comme un élément du paysage et sa présence doit être vécue de nouveau comme un élément positif. Ajouté à cela, même s'il est important d'aller chercher d'autres polluants dans les stations d'épuration, il y a un travail à faire en parallèle au niveau international avec l'ensemble des populations mondiales car toute pollution produite à un endroit sur la planète a un impact sur tout le cycle de l'eau. Il y a un combat international que la France doit mener, le SIAAP participe à ce combat mais il faut que tous les acteurs de l'eau y participent. Le travail doit commencer au plus vite.

Sylvain Berrios – VP métropole en charge de la GEMAPI, Président du Syndicat Marne Vive

Aujourd'hui, concernant, la qualité de nos rivières, les populations et de fait les élus semblent redécouvrir qu'il y a de l'eau quelque part et qu'un travail a été fait. Les syndicats ont fait en souterrain un travail de longue haleine qui a rendu propre nos rivières et nos fleuves, suffisamment fort pour qu'aujourd'hui les populations, les élus et les scientifiques se disent qu'on peut probablement aller un peu plus loin : pouvoir se baigner. Ce point-là rassemble pour la première fois la communauté scientifique, les élus, et surtout les populations. C'est un point de conviction qui emporte le reste. On pense alors qu'il faudrait un acteur unique, la Métropole sur la région Parisienne par exemple, alors que pourtant depuis le temps, la GEMAPI s'est organisée assez efficacement. Aujourd'hui, il y a le besoin d'agir au plus près au quotidien. Le rôle des élus est d'être des catalyseurs capables de créer cette énergie positive qui permet de profiter de toutes les recherches et toutes les études. Cette capacité à conjuguer des savoirs et des objectifs de vision pour l'avenir, singulièrement en zone urbaine, est ce qu'on attend des élus.

**Forum « Les cours d'eau franciliens :
Regards croisés sur les qualités et les usages actuels et futurs »
29 et 30 mai 2018**

Guy Messenger – Président du SIAH Croult et du Petit Rosne

Il est essentiel de pouvoir travailler les questions de l'eau par bassin versant ou par sous-bassin. Au cours des dernières décennies, et en particulier sur notre territoire qui possède deux petites rivières, le Croult et le Petit Rosne, l'aménagement s'est fait au détriment de ces petites rivières (on a canalisé, bouché, caché...). Aujourd'hui, de gros efforts sont faits pour redécouvrir, réaménager ces petits cours d'eau (par exemple Sarcelles, Gonesse). Et aujourd'hui, le contexte est très favorable. Nous avons des ingénieurs et techniciens qui ont cette compétence, que nous n'avons évidemment pas en tant qu'Élus locaux, en situation de responsabilité pour autant. Et nous avons également la chance que le Grand Public y soit aujourd'hui la plupart du temps très favorable, voire demandeur.

François Cholley – Président du SIVOA

On parle petit cycle et grand cycle de l'eau mais il faudrait inventer un nouveau concept car aujourd'hui on est au-delà. Il faut prendre en compte l'eau, sous toutes ses formes et dans tous les aspects de la vie, nécessité vitale, ressource industrielle et agricole, composante de produits et d'aliments, facteur de stabilité climatique et démographique... Il faut anticiper sur une vision qui soit véritablement multifonctionnelle, encore plus vaste qu'aujourd'hui. Il ne faut donc ni un acteur unique, ni trop de catalyseurs, trop d'animateurs ou de coordinateurs mais une prise de conscience qui soit beaucoup plus large. Cela veut dire aussi qu'il faut se méfier des opérations un peu emblématiques qui n'ont pas d'effet sur la quantité et la qualité de l'eau car elles ne sont pas répétables, mais aussi remettre en cause l'existant qui n'est peut-être plus aussi optimal. Il faut avoir une gamme très complète d'actions à essayer, à chaque fois évaluer, il n'y a pas d'actions prioritaires, il faut une combinaison d'actions efficaces. Il faut négocier avec tout le monde pour avancer, même si c'est parfois difficile, mais attention aux compromis qui ne règlent rien.